

April 12, 2025

Dear Aidan,

Thank you for providing us with the opportunity to speak on corporate accountability for Canadian companies operating abroad and share the Green Party of Canada's platform. We appreciate your advocacy.

Please find our response below.

Best regards,

Karine Cambron
Coordinator, Survey and Questionnaire Response Team
Green Party of Canada

French will follow

1. Will your party support comprehensive mandatory human rights and environmental due diligence legislation? Such legislation requires companies to identify, prevent and remedy all human rights abuses and provides for liability when companies cause harm in their global operations (subsidiaries and supply chains).

Yes. The Green Party supports strong due diligence laws. These laws would force companies to identify human rights abuses and damages to the environment. Companies would be required to stop these harmful actions, whether in Canada or abroad, including supply chains and subsidiaries. The Green Party believes Canadian companies should be made accountable for their actions if they violate human rights and environmental laws. After the election, we would work with groups to create effective legislation that protects people and the environment from such abuses.

2. Will you make the Canadian Ombudsperson for Responsible Enterprise (CORE) independent, provide it with the power to compel documents and testimony, and ensure the office is well-resourced so it can effectively investigate human rights abuse allegations linked to Canadian corporations operating overseas?

Yes. The Green Party would make CORE fully independent. We support giving CORE real powers to investigate. This includes the power to compel corporations to provide documents and give testimony. Without these powers, CORE cannot do its job. We would also make sure CORE has enough funding to be effective. Human rights matter, and Canadian companies must be held to account. We would also stop public agencies like embassies and Export Development Canada from backing companies

tied to abuse. Strengthening CORE is part of our larger plan to uphold human rights and corporate responsibility in Canada and internationally.

FRANÇAIS

1. Est-ce que votre parti appuie pleinement l'adoption d'une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits de la personne et d'environnement? Une telle loi exige que les entreprises décèlent et préviennent tous les cas de violation des droits de la personne et y remédient, et prévoit une responsabilité lorsque les entreprises causent des préjudices dans leurs activités mondiales (filiales et chaînes d'approvisionnement).

Oui. Le Parti vert soutient des lois rigoureuses sur la diligence raisonnable. Ces lois obligerait les entreprises à identifier les atteintes aux droits de la personne et à l'environnement. Les entreprises devraient prévenir les abus et réparer les torts causés. Cela s'appliquerait à toutes leurs activités, au Canada et à l'étranger, y compris les chaînes d'approvisionnement et les filiales. Le Parti vert croit que personne ne devrait être lésé par des entreprises canadiennes. Nous soutenons la responsabilité légale des entreprises lorsqu'elles causent des dommages. Après l'élection, nous travaillerions avec des groupes pour créer une législation efficace qui protège les personnes et la planète.

2. Accorderiez-vous à l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) l'indépendance et le pouvoir d'exiger la production de documents et d'obliger des personnes à témoigner? Veillerez-vous à ce que son bureau dispose de ressources suffisantes pour mener des enquêtes efficaces sur les allégations de violation des droits de la personne en lien avec des entreprises canadiennes qui exercent des activités à l'étranger?

Oui. Le Parti vert rendrait l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) pleinement indépendant. Nous soutenons l'octroi de vrais pouvoirs d'enquête à l'OCRE. Cela inclut le pouvoir d'exiger des documents et des témoignages. Sans ces pouvoirs, l'OCRE ne peut pas faire son travail. Nous nous assurerions aussi que le bureau ait les ressources nécessaires pour être efficace. Les droits humains sont importants, et les entreprises canadiennes doivent être tenues responsables. Nous mettrions également fin au soutien des agences publiques, comme les ambassades et Exportation et développement Canada, aux entreprises liées à des abus. Renforcer l'OCRE fait partie de notre plan global pour faire respecter les droits humains et la responsabilité des entreprises.